

Rebonds

La décennie à venir promet d'être plus régulatrice et nettement plus interventionniste, sous l'influence du volontarisme américain.

Le retour à la politique

La réunion Arafat-Pérès est vraiment l'un des symboles de l'après-11 septembre: la négociation israélo-palestinienne a repris, sous l'effet du forçage américain conjugué aux exigences arabes et européennes.

L'inventaire des changements provoqués par les explosions du World Trade Center n'en finit pas de s'enrichir. Les ricochets s'additionnent et dessinent un nouveau paysage, plein de bruits, de haine, de fureur, de tragédies mais aussi de nouvelles espérances. Il n'y a pas que les déplacements en avion qui sont devenus plus lents et les scénarios de films américains qui abandonnent les postures systématiquement explosives. L'ampleur et la profondeur de la déflagration américaine et les nouveaux impératifs de sécurité ont transformé l'Amérique, qui est en train de faire souffler un grand vent de volontarisme sur l'ensemble des sociétés occidentales, avec des retombées dans tous les pays concernés. La France n'y échappe évidemment pas. A cet égard aussi, il y aura bien un avant et un après-11 septembre.

Avant, le fatalisme irrésistible du marché s'imposait à tous les secteurs de l'activité humaine. Au pire, les politiques plaidaient pour accélérer la dissolution de tous les liens avec les puissances publiques, au mieux, des politiques suivaient le processus, pour en limiter les effets. Et on évoquait, comme une comptine, la nécessité pour les Etats de réinvestir les seules fonctions régaliennes: la défense, la sécurité et l'éducation.

Le changement est ravageur. Au lendemain du 11 septembre, l'Amérique isolationniste, libre-échangiste, engagée à ramener l'Etat fédéral à son strict minimum, s'est convertie brusquement à une sorte de *new deal* républicain. Elle mobilise ses excédents budgétaires pour consolider la demande, soutient avec des fonds publics une industrie indiscutablement privée—le trafic aérien—, débat ouvertement de la nationalisation de la sécurité aérienne, vient au secours des victimes de licenciements massifs, envisage de limiter certaines des libertés de communication pour traquer la messagerie des terroristes, semble enfin s'attaquer aux paradis fiscaux, prépare une baisse massive de la fiscalité des entreprises et

entraîne la quasi-totalité de la planète dans d'innombrables négociations, concernant le destin d'à peu près toutes les régions du monde.

Ce qu'ils n'ont pas fait pour la drogue et ses trafics, ce qu'ils n'ont pas fait pour l'industrie de la corruption et pour la dette des pays en voie de développement, ils vont l'entreprendre contre le terrorisme islamiste. L'hypothèse même d'un nouvel attentat visant les Etats-Unis est une idée devenue intolérable pour les dirigeants américains. La radicalité et l'efficacité en ce domaine sont devenues des éléments essentiels de la vie politique américaine. Ce qui est vrai de l'Amérique l'est à peu près dans les mêmes termes pour toutes les sociétés européennes.

Les Américains ont le culte de l'énergie individuelle. Ils en produisent inlassablement. Mais celle-ci est brusquement réorientée, mise au service d'une cause qui souffre mal les exceptions et dont l'exigence de résultats est désormais patente. On songe aux engagements de la Première et surtout de la Deuxième Guerre mondiale. Certes, il était abusif et dangereux de parler de la lutte contre le terrorisme comme d'une «Troisième Guerre mondiale» ou comme d'une «croisade», ce que les dirigeants américains ont pris le soin de rectifier, mais ce qui s'est passé à New York et à Washington le 11 septembre était à certains égards plus grave pour les citoyens américains que l'attaque surprise de Pearl Harbor. C'est ce qui motive la mobilisation mondiale des énergies entreprise par la présidence pour traiter simultanément deux crises: la précipitation du ralentissement économique et le terrorisme de masse des légions intégristes.

Deux crises, deux fronts à l'échelle mondiale: la politique revient à l'essentiel et les Etats reprennent du service actif, d'autant plus volontiers qu'aucune nation n'est en mesure de traiter seule ces deux crises, de venir à bout du terrorisme islamiste, de la crise économique et des secteurs qui s'effondrent. Si les Américains ont les soldats et les armes pour bombarder tout seuls l'Afghanistan, pour y détruire des camps d'entraînement et y capturer un certain nombre de responsables taliban et de légionnaires de

Ben Laden, sans la coopération active de nombreux services secrets, français et russes, britanniques et israéliens, palestiniens et égyptiens, iraniens et pakistanais, ils ne parviendront pas à surveiller, à prévenir les attentats, à traquer et à désarmer les terroristes. Rien n'est plus politique que les services de renseignement et l'usage qu'on en fait. Rien n'est plus politique que d'éviter un choc de civilisations, l'Occident contre le monde arabo-islamique, dans le monde, mais aussi dans chacun des pays. C'est la même chose en ce qui concerne la spirale dépressive qui secoue les Bourses de valeurs et le ralentissement économique.

Les années 90 auront été celles de la mondialisation économique et du fatum libéral. La décennie actuelle promet d'être nettement plus politique, beaucoup plus régulatrice et nettement plus interventionniste, sous l'influence du volontarisme américain. Bloqué depuis des années, le mandat d'arrêt européen devrait voir le jour avant le 31 décembre. La Banque centrale européenne a joué en concertation étroite avec la Réserve fédérale américaine sur le pilotage des taux. Si les ministres de l'Economie et des Finances des Quinze en concertation étroite sont encore loin du

gouvernement économique européen qui permettrait à l'Union européenne d'avoir une réaction à la mesure de la situation actuelle, l'exigence s'en est fait encore plus cruellement sentir.

Ni Lionel Jospin ni Jacques Chirac ne brillent par leur enthousiasme européen. Ils pratiquent l'Europe comme une corvée. Ils n'imaginaient ni l'un ni l'autre devoir se situer par rapport à l'Europe au cours de leur campagne présidentielle. Ils y seront contraints.

La politique revient, partout à la fois, par tous les bouts. Le monde est à renégocier. Il y faudra aussi des visionnaires et des hommes et des femmes d'action. L'Europe actrice, l'Etat protecteur et régulateur, l'Etat négociateur, l'Etat efficace seront au cœur des batailles électorales de l'année prochaine, en France et en Allemagne. Avis aux amateurs ●

par
Serge
July